

possibilités économiques. Citons par exemple les obstacles qui les empêchent de posséder des biens ou d'accéder aux services financiers, ou ceux qui les limitent sur le plan social.

Le Canada s'est efforcé d'éliminer certains de ces obstacles pour donner libre cours aux droits des femmes et à leur potentiel de contribuer au développement social et économique. Ces efforts visent à favoriser une croissance inclusive ainsi qu'à réduire les disparités et les inégalités entre les hommes et les femmes.

En 2017-2018, le Canada a soutenu plusieurs initiatives multilatérales visant à promouvoir le renforcement du pouvoir et le leadership économiques des femmes. Par exemple, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le Canada a appuyé le programme Banking on Women de la Société financière internationale avec la Banque de Palestine. La Société a fait l'essai d'un programme de formation innovant pour les femmes entrepreneurs de la région. Le programme de mini-MBA Felestineya combinait un accès aux produits financiers à des services non financiers, comme les leçons de gestion financière et le mentorat. Il visait à stimuler la croissance des petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes. À la suite du programme de mini-MBA, les femmes ont doublé leurs revenus et leurs bénéfices, enregistré leur entreprise et créé de nouveaux emplois.

De même, les contributions du Canada ont soutenu les efforts de l'Association internationale de développement dans le domaine des droits économiques des femmes. L'Association s'est attaquée aux problèmes qui empêchent les femmes d'apporter une contribution égale à la croissance économique, tels que l'inclusion financière. Par exemple, le projet Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel a œuvré aux côtés des gouvernements du Burkina Faso, du Tchad, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie et du Niger pour renforcer le pouvoir des adolescents et des femmes. Ce projet régional de 205 millions de dollars américains a donné accès à des transferts de fonds conditionnels afin de prévenir les mariages précoces et le décrochage scolaire. Entre 2015 et 2017, les opérations de l'Association ont permis à 130 000 femmes d'obtenir un accès direct à leurs propres produits et services financiers.

La réglementation et la surveillance financières étaient jusqu'ici une industrie et une profession à domination masculine. Cependant, le Canada encourage le perfectionnement professionnel de femmes responsables de la supervision et de la réglementation dans les pays en développement au moyen du programme Core Curriculum Certificate Course du Toronto Centre. Ce cours a accueilli les femmes superviseuses dans le secteur bancaire, le secteur des assurances, des pensions, des valeurs mobilières, de l'assurance des dépôts, de la microfinance et des coopératives. En 2017, 18 des 19 bourses d'études pour les programmes internationaux ont été accordées à des femmes.



## SYSTÈME ÉLECTRIQUE ET SOLAIRE EN SYRIE

Nibal, 32 ans, mariée et mère de deux enfants, est une personne déplacée à l'intérieur de son propre pays. Cette Syrienne a été l'une des premières femmes à obtenir son diplôme après avoir suivi un programme de formation en réparation de systèmes électriques et en installation et entretien de systèmes solaires photovoltaïques à une école professionnelle en Syrie. « On m'a félicitée pour avoir été l'une des premières femmes à être employée dans le secteur de l'énergie électrique et solaire. Même s'il m'est difficile d'être traitée sur un pied d'égalité avec les hommes dans mon domaine, mon mari et ma famille soutiennent sans réserve la poursuite de cette carrière. Comme les revenus de mon mari sont limités, mon travail a aidé ma famille à survivre. Je suis vraiment heureuse de travailler avec les systèmes électriques et solaires, et je crois que les perspectives de ce domaine sont bonnes. » Des mesures de précaution rigoureuses sont prises pour que le régime syrien actuel ne bénéficie pas de l'aide canadienne aux Syriens vulnérables et à leurs communautés, par des programmes comme celui-ci.



INNOVATION

En 2017-2018, le Canada a poursuivi son soutien au projet d'établissement de centres financiers pour entrepreneurs (CFE) de Développement international Desjardins. Il offre des services financiers et de crédit aux populations sous-desservies de quatre pays, soit la Tunisie, la Zambie, la Tanzanie et le Panama. Depuis le début du projet, 25 922 entrepreneurs clients, dont 9 181 femmes et 16 741 hommes, ont reçu des services financiers dans les CFE soutenus par le projet. Grâce à ces CFE, 23 331 emplois locaux ont été créés ou maintenus. Citons par exemple CFE Tunisie, qui a introduit les prêts commerciaux aux petites et moyennes entreprises, les prêts-autos et les prêts pour femmes entrepreneurs afin de répondre plus efficacement aux besoins de ses clients. En 2017, CFE Tunisie a triplé sa clientèle féminine et a presque doublé la taille de son effectif (128 employés, soit près de la moitié de l'effectif, étaient des femmes). Un éventail de technologies innovantes a été mis au point pour améliorer le soutien à la prise de décisions commerciales, augmenter